



Convention relative aux droits de l'enfant

Distr. générale
13 juin 2014
Français
Original: anglais et français

Réunion des États parties

Quinzième réunion

New York, 25 juin 2014

Point 5 de l'ordre du jour provisoire

**Élection de neuf membres du Comité des droits de l'enfant conformément
à l'article 43 de la Convention relative aux droits de l'enfant tel que
modifié (voir la résolution 50/155 de l'Assemblée générale)**

Élection de neuf membres du Comité des droits de l'enfant en remplacement de ceux dont le mandat vient à expiration le 28 février 2015

Note du Secrétaire général*

Additif

1. Conformément à l'article 43 de la Convention relative aux droits de l'enfant, la quinzième réunion des États parties à la Convention se tiendra, à l'invitation du Secrétaire général, au Siège de l'Organisation des Nations Unies le mercredi 25 juin 2014.
2. Les notices biographiques de 11 candidats communiquées avant le 25 avril 2014 figurent dans le document CRC/SP/46.
3. On trouvera dans les annexes du présent document les notices biographiques de deux autres candidats, reçues après le 25 avril 2014.

* Soumission tardive.



Annexe I

Sambala Traoré (Mali)

Date et lieu de naissance: 1^{er} janvier 1954 à Didiéni, Cercle de Kolokani (République du Mali)

Langues de travail: français et anglais

Situation/fonction actuelle

Conseiller à la section judiciaire de la Cour suprême du Mali.

Conseiller à la chambre criminelle et à la deuxième chambre civile.

Principales activités professionnelles

1. Rédaction des rapports.
2. Participation aux audiences de la chambre criminelle et de la deuxième chambre civile.

Études

1. Baccalauréat, série philosophie-langues – Lycée Sankoré, Bamako, juin 1975.
2. Maîtrise en droit privé de l'École normale d'administration du Mali (ENA), spécialité sciences juridiques, 1979.
3. Diplôme de la section internationale de l'École nationale de la magistrature de Paris (France), 1981.
4. Doctorat en droit public de l'Université Paris Ouest – Nanterre La Défense (France), soutenu le 9 décembre 2008.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Participation aux séminaires nationaux sur la promotion et la protection des droits de l'enfant.

Formateur au Séminaire sur les complications liées à l'excision.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

1. Les droits de l'enfant au Mali.

Référence: www.ahjucaf.org/les-droits-de-l-enfant-au-Mali.html.

2. Communication sur les droits de l'enfant à la Conférence de Hanoï (Viet Nam) en septembre 2009/Association des hautes juridictions francophones (AHJUCAF).
3. L'influence de la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant sur le droit positif et la politique du Mali.

Référence: Atelier national de reproduction des thèses.

Web: www.diffusiontheses.fr/57713-these-de-traore-sambala.html.

Annexe II

Clarence Joseph Nelson (Samoa)

Date et lieu de naissance: 22 décembre 1955 à Apia (Samoa)

Langues de travail: anglais et samoan

Situation/fonction actuelle

Juge à la Cour suprême du Samoa, juge *ad hoc* à la Cour d'appel du Samoa et juge au Tribunal foncier et nobiliaire (chambre d'appel).

Coordonnateur pour le Samoa du Programme de développement judiciaire du Pacifique (PJDP).

Principales activités professionnelles

En qualité de juge en exercice, jugement de toutes les affaires (en matière civile, pénale, constitutionnelle et autres) portées devant la Cour suprême, plus haute juridiction du Samoa.

Également qualifié pour prendre part à d'autres formes de règlement des différends, comme la médiation.

Soutien actif au Groupe samoan d'aide aux victimes de violences et à ses activités.

Aide à la création du Centre de rééducation pour mineurs d'Olomanu.

Présidence de différentes commissions statutaires et différents tribunaux selon que de besoin.

Conduite d'enquêtes du *Coroner* sur des décès non naturels et leur cause.

Coordination et conduite d'ateliers nationaux et régionaux de formation dans le cadre du PJDP.

En qualité de coordonnateur national pour le PJDP, planification et organisation d'activités de formation judiciaire et autre, notamment en vue de l'établissement de tribunaux thérapeutiques au Samoa.

Études

1971 – Diplômé du St. Josephs College, Apia (Samoa), vice-major de promotion.

Titulaire d'une bourse de l'État néo-zélandais pour poursuivre ses études en Nouvelle-Zélande.

1977 – Licence en droit (*Bachelor of Laws*, LLB), University of Canterbury, Christchurch (Nouvelle-Zélande).

2002 – Formation sur la justice des mineurs, Suva (Fidji).

2009 – Agréé formateur national et régional pour le PJDP.

Autres activités principales dans le domaine intéressant le mandat de l'organe conventionnel auquel postule le candidat

Membre bienfaiteur de l'Association des juristes pour les droits de l'homme des îles du Pacifique.

Parrain du Groupe samoan d'aide aux victimes de violences.

Défenseur des droits de l'enfant et militant de la protection des mineurs victimes de violences sexuelles.

Membre pendant cinq ans du Conseil des tribunaux pour enfants et adolescents du Pacifique-Sud.

A participé à la création du Centre de rééducation pour mineurs d'Olomanu, établissement de sécurité minimale spécialement conçu pour accueillir des délinquants mineurs.

A établi et dirigé pendant plusieurs années le premier tribunal pour mineurs du Samoa et a pris part à la rédaction et à la mise en œuvre du texte y relatif, la loi de 2007 sur les délinquants mineurs.

A présenté et animé des ateliers nationaux et internationaux sur diverses questions relatives aux droits de l'homme, en particulier la Convention relative aux droits de l'enfant et les droits de l'enfant dans la région du Pacifique.

Liste des publications les plus récentes du candidat dans ce domaine

Décision historique dans l'affaire *Police v. Vailopa* [2009] WSSC 69 (prescriptions spécifiques pour les interrogatoires de suspects mineurs par la police).

Role of the media in the Youth & Family Courts of Samoa (Le rôle des médias dans les tribunaux pour mineurs et tribunaux des affaires familiales au Samoa), *Chronicle* (Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille), juillet 2013, p. 38.

Support from the CRC (L'aide du Comité des droits de l'enfant), *Chronicle* (Association internationale des magistrats de la jeunesse et de la famille), janvier 2010, p. 16.
